

Aux risques du passé

Yannick BARTHE

Les sociétés d'autrefois étaient-elles plus ou moins conscientes que la nôtre des risques encourus par le progrès scientifique et technologique ? J.-B. Fressoz présente à ce sujet une thèse originale, et quelque peu paradoxale. Ce compte rendu critique est suivi d'une réponse de l'auteur.

À propos de : Jean-Baptiste Fressoz, *L'Apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Paris, Éditions du Seuil (coll. « L'Univers historique »), 2012.

En finir avec Beck et Giddens : tel pourrait être grossièrement résumé l'objectif poursuivi par l'historien des sciences Jean-Baptiste Fressoz dans cet ouvrage dont l'ambition affichée est d'étudier les « racines historiques de la crise environnementale contemporaine ». Nullement impressionné par l'immense succès des thèses défendues par ces deux sociologues¹, J.-B. Fressoz attaque de front le grand récit qu'ils proposent, celui du passage d'une « modernité industrielle », inconsciente des dégâts provoqués par l'innovation scientifique et technologique, à une « modernité réflexive », qui met en question au contraire sa propre dynamique et fait de l'anticipation des dangers le cœur de sa réflexion.

De ce grand récit de la modernité, il n'y a, à en croire J.-B. Fressoz, pas grand-chose à conserver. Le caractère stimulant du livre tient précisément à cette posture radicale que cherche à adopter son auteur, à la fois dans le ton et dans l'argumentation. Cette argumentation se déploie suivant deux axes. D'une part, et c'est l'essentiel de la démonstration proposée par l'historien, les sociétés passées ont fait preuve d'une certaine réflexivité face aux risques, en nourrissant une réflexion inquiète sur les conséquences environnementales et sanitaires des innovations scientifiques et techniques. D'autre part, et c'est la conclusion surprenante à laquelle aboutit l'auteur, ni la société contemporaine, ni les sociétés passées n'ont été véritablement réflexives. Bref, d'un côté, nous aurions toujours été réflexifs, de l'autre nous ne l'aurions jamais vraiment été. Certains lecteurs seront sans doute dérouterés par cette argumentation à géométrie variable, et ce d'autant plus que l'auteur ne prend guère la peine de s'expliquer, sinon de manière confuse, sur cette contradiction apparente. Mais on peut aussi l'envisager comme une énigme qu'il s'agit de déchiffrer et chercher pour ce faire à redonner une certaine cohérence à l'argumentation. Aussi, plutôt que de proposer un résumé linéaire de l'ouvrage, je voudrais, afin de pouvoir en discuter certaines propositions, tenter de clarifier le propos de l'auteur en reconstituant trois étapes de son raisonnement.

¹ Ulrich Beck, *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, 2001 ; Anthony Giddens, *Les Conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Étape 1 : de la réflexivité des sociétés passées

Pour Fressoz, la fascination que peuvent exercer les grands récits proposés par les sociologues de la modernité ne doit pas masquer le fait qu'ils reposent selon lui sur une profonde méconnaissance historique : « Ils mettent en scène un passé uniquement technophile afin de faire valoir notre propre réflexivité face aux choix technologiques, comme si nous avions été les premiers à distinguer dans les lumières éblouissantes de la science l'ombre de ses dangers » (p. 11). Or, pour peu que l'on prenne la peine de les mettre à l'épreuve de l'analyse historique, les grandes oppositions entre « société du progrès » et « société du risque » ou entre modernité simple et modernité « réflexive » se révéleront largement factices. C'est ce type de mise à l'épreuve qu'organise l'historien en revenant sur la manière dont certaines innovations emblématiques des révolutions médicales et industrielles qu'ont connues la France et la Grande-Bretagne au XVIII^e et XIX^e siècles ont été mises en œuvre. Chaque chapitre de l'ouvrage est ainsi l'occasion d'explorer un « cas » d'innovation et de plonger dans les controverses et disputes qui ont jalonné son développement. Inoculation de la petite vérole au XVIII^e siècle, généralisation de la vaccination antivariolique au siècle suivant, essor de l'industrie chimique, implantation du gaz d'éclairage à Paris et à Londres, utilisation de la machine à vapeur, aucune des innovations sur lesquelles s'arrête Fressoz ne présente une histoire qui pourrait être assimilée à un long fleuve tranquille. L'historien s'efforce au contraire d'exhumer les doutes qu'elles ont suscités, les incertitudes qui ont entouré leur devenir, et les craintes qui se sont exprimées au sujet des nuisances qu'elles pouvaient engendrer.

Ces incursions historiques manquent certes de précision sur les forces en présence et l'identité des acteurs qui furent les principaux protagonistes de ces controverses, mais le caractère parfois un peu impressionniste du récit peut sans doute s'expliquer ici par le manque d'archives disponibles. Quoi qu'il en soit, l'opération est assez réussie, qui consiste à écorner l'image des sociétés passées comme des sociétés entièrement tournées vers le progrès et indifférentes aux conséquences futures de certains choix technologiques. À l'instar des controverses contemporaines autour du nucléaire, des OGM ou de la téléphonie mobile, les innovations scientifiques techniques qui ont marqué la révolution industrielle ont elles aussi suscité d'intenses discussions sur les dégâts qu'elles ne manqueraient pas de provoquer sur les corps et sur l'environnement. Autrement dit, la réflexivité face aux choix technologiques, entendue comme la problématisation de leurs conséquences sanitaires et environnementales, n'a rien d'un trait spécifique de notre société.

Étape 2 : De la désinhibition face aux risques

On comprend dès lors en quoi il est trompeur, comme le souligne Fressoz, « de raconter la révolution industrielle comme l'histoire de sociétés modifiant de manière inconsciente leurs environnements et leurs formes de vie, et comprenant a posteriori les dangers et les erreurs » (p. 15). Car ce n'est pas par *manque* de réflexivité que les sociétés passées ont accepté certaines innovations technologiques alors que celles-ci menaçaient de produire des dommages irréparables, mais plutôt *en dépit* de cette réflexivité. Si ces innovations se sont imposées, c'est que les critiques dont elles furent l'objet ont été neutralisées, c'est que les réticences qu'elles rencontraient furent dépassées, c'est que le danger qu'elles faisaient courir a été normalisé. C'est ce que J.-B. Fressoz appelle un processus de « désinhibition ». Ce concept stimulant, qui permet de rendre compte du passage à l'acte malgré la connaissance du danger, est central dans le raisonnement de l'historien et

confère à l'ouvrage une indéniable portée critique. Car si l'on veut retrouver une prise politique permettant de faire advenir une société écologique, nous dit en substance Fressoz, c'est aux modes de désinhibition face aux risques qu'il faut en priorité s'attaquer. Et, pour mieux les combattre, commencer par en faire l'histoire et comprendre ce qui a fait leur succès.

À travers les cas qu'il revisite, l'auteur entreprend ainsi de dresser un premier inventaire de tous ces dispositifs qui ont contribué à rendre acceptables, voire désirables, les changements scientifiques et technologiques qui ont marqué l'essor industriel. Ces dispositifs renvoient aussi bien à des discours rassurants visant à modifier les perceptions du danger en minimisant les risques, comme ce fut par exemple le cas au moment des débats sur la vaccination antivariolique, qu'à des instruments normatifs de régulation et des procédures d'expertise dont l'objectif était tout autant de corriger certaines trajectoires que de légitimer le fait accompli en ajustant *a posteriori* le monde environnant à l'impératif technologique. Dans des pages particulièrement riches et passionnantes (p. 167-178), Fressoz montre par exemple comment l'hygiénisme a eu pour effet de justifier les pollutions industrielles en faisant basculer l'étiologie des maladies qu'elles engendraient de l'environnement vers le social : ce n'est pas tant la dégradation de l'environnement qui était alors considérée comme la cause des problèmes sanitaires rencontrés par les ouvriers que la misère morale ou matérielle dans laquelle ils se trouvaient. Dès lors, seul le développement de l'industrie, en assurant la prospérité économique, pouvait faire advenir une population en meilleure santé...

Cette histoire des « petites désinhibitions modernes » oblige là encore à porter un autre regard sur les sociétés du passé. Car l'histoire de l'essor industriel est à la fois celle d'une prise de conscience des dégâts du progrès et celle d'une stratégie, portée par des acteurs puissants mais dont l'identité demeure une nouvelle fois assez vague – « ceux qui ont fait advenir la modernité » –, ayant pour but de produire une « inconscience modernisatrice ».

Étape 3 : du manque de réflexivité de la société contemporaine à l'égard des dispositifs de désinhibition

Venons-en à la troisième étape du raisonnement développé par J.-B. Fressoz. La démarche consiste à faire retour sur la société contemporaine en essayant de tirer quelques leçons de cette histoire du processus de désinhibition. Que le récit proposé par l'auteur ait permis de mettre fin à « l'illusion réconfortante de notre exceptionnalité » (p. 294), la chose semble entendue. Les controverses contemporaines autour des risques technologiques n'ont peut-être rien d'exceptionnel ; elles se situent dans le prolongement de celles qui sont au centre de cet ouvrage. En ce sens, la modernité n'est pas *devenue* réflexive, elle l'était déjà, d'une certaine manière, dès l'essor de l'industrialisation. Seulement voilà : peut-être avons-nous fait fausse route en envisageant cette réflexivité comme la seule problématisation des risques dont le changement scientifique et technologique est porteur. En effet, à partir du moment où cette réflexivité ne parvient pas à s'étendre aux dispositifs de désinhibition qui permettent de « passer outre », elle demeure politiquement inoffensive. Si nous avons toujours été réflexifs face aux risques technologiques sans jamais l'avoir été *réellement*, c'est que nous nous sommes trompés d'ennemi, c'est que nous avons lâché la proie pour l'ombre en négligeant tout cet ensemble d'instruments et de discours qui agissent comme de puissants anxiolytiques, lesquels nous font prendre le chemin de l'abîme – avec joie. En dépit de certaines apparences, le raisonnement de l'auteur présente donc une forme de cohérence et la contradiction initialement mentionnée s'est évanouie.

S'il est cohérent, le raisonnement n'est toutefois pas complètement convaincant. Jouant la carte de l'intellectuel lucide perdu au milieu d'un océan d'illusions, Fressoz renoue avec une posture critique tout à fait classique qui, pour obtenir une position de surplomb, nécessite d'en passer par la production d'un environnement peuplé d'aveugles. S'abritant ainsi régulièrement derrière une tranchée disciplinaire, l'historien considère que « les sociologues du risque », bien que fort sympathiques, n'en font pas moins preuve d'une naïveté parfois touchante, incapables qu'ils sont d'intégrer dans leurs analyses ce que l'auteur envisage comme des dispositifs de désinhibition. Inutile de donner ici dans une querelle disciplinaire qui n'a pas lieu d'être. Il est cependant nécessaire de souligner la profonde et surprenante méconnaissance des travaux sociologiques dont fait ici preuve J.-B. Fressoz. En effet, ce qui est généralement situé au cœur de la plupart des analyses sociologiques des controverses autour des sciences et des techniques, ce sont précisément ces instruments que sont l'expertise scientifique, les procédures de concertation, les modes de régulation juridiques de l'innovation, bref toutes ces choses que l'historien rangerait volontiers sous la rubrique des anxiolytiques. On en viendrait presque à adresser une critique inverse à ces travaux, celle de se désintéresser progressivement de l'objet même des controverses, à savoir les projets techniques. Mais, à vrai dire, il n'est pas même nécessaire de se plonger dans la littérature de science sociale portant sur ces questions pour bousculer l'idée d'une grande naïveté partagée (hormis peut-être par quelques historiens des sciences). Il suffit en effet de se montrer attentif aux controverses contemporaines sur les risques pour constater que rien, dans ces situations, ne semble devoir échapper à la critique : qu'il s'agisse des modes de production des connaissances, des usages de l'expertise scientifique, et même du rôle parfois ambivalent des sciences sociales, tout est questionné, dénoncé, problématisé par les acteurs eux-mêmes. Les sociétés n'ont jamais été aussi critiquées. À cet égard, la critique portée par J.-B. Fressoz participe de ce mouvement ; elle n'a rien d'isolé et on peut même douter de sa grande originalité. Il reste qu'il est difficile d'échapper au constat d'un accroissement de la réflexivité sur ces questions – auquel contribue certainement ce type d'ouvrages –, dont il reste à étudier les différentes traductions. La modernité n'est peut-être pas *devenue* réflexive, mais elle est devenue *plus* réflexive. En somme, nous n'en avons pas encore tout à fait fini avec Beck et Giddens.

La réponse de Jean-Baptiste Fressoz

L'apocalypse joyeuse : réfléchir sans rien changer

« La modernité n'est peut-être pas *devenue* réflexive, mais elle est devenue *plus* réflexive. En somme, nous n'en avons pas encore tout à fait fini avec Beck et Giddens » (Yannick Barthe). Chassez la réflexivité par la porte, Beck et Giddens reviennent par la fenêtre. Le plus étrange dans la critique de Yannick Barthe est son acharnement à défendre l'idée de réflexivité en dépit des mauvaises nouvelles qui s'accumulent : re-carbonification de l'économie mondiale depuis 2010, ruée sur les gaz de schistes et les pétroles non conventionnels, renoncements de Copenhague, de Cancun et de Rio+20, métamorphoses successives du capitalisme entre développement durable et économie verte. Comment expliquer cette persévérance ? C'est que dans le champ des STS (sciences, techniques, société), l'engouement pour Ulrich Beck, Anthony Giddens et la modernité réflexive a joué un rôle très important. À la fin des années 1980, parler de « modernité réflexive » ou de « société du risque », c'était faire tomber le mur de Berlin séparant science et société, c'était proclamer la caducité de la technocratie,

annuler la confiance dans le progrès, et, surtout, s'extraire d'une politique réduite à la question sociale pour ouvrir grand les portes aux « non-humains ».

Si l'expression connut un succès immense, c'est qu'elle offrait l'illusion d'une table rase sociologique et d'un terrain de jeu neuf pour les Rousseau en herbe. Michel Serre proposa un nouveau « contrat naturel », Bruno Latour composa une nouvelle « constitution » pour accueillir les « non-humains » dans nos « collectifs », quant à Yannick Barthe, Michel Callon et Pierre Lascoumes, ils imaginèrent une « démocratie technique », c'est-à-dire des formes délibératives dépassant la banale expertise et la morne représentation. Grâce à ces auteurs, les controverses publiques sur les technologies devinrent des « apprentissages collectifs », les profanes récalcitrants des « chercheurs en plein air », les reculades technocratiques des « compromis sociotechniques ». Tout cela était intellectuellement excitant, bien plus sans doute que l'étude concrète de la transformation des modes de production et de leurs conséquences sur l'environnement.

Le problème est que ces auteurs partageaient une vision assez pacifiée du social. Ils étaient convaincus que le monde s'était radicalement métamorphosé depuis les années 1970, que nos conceptions du politique étaient dépassées car nous ignorions jusqu'alors les non-humains et qu'il fallait jeter par dessus bord l'arsenal de la critique pour pouvoir commencer à penser la crise environnementale². Or, dans les années 1980, le monde avait certes changé mais dans un sens contraire à ce que ces auteurs envisageaient : le mouvement environnementaliste battait en retraite sous l'assaut de controverses créées de toute pièce par les lobbys industriels (du tabac aux compagnies pétrolières), les entreprises contestaient aux gouvernements leur capacité à réguler efficacement leur activité, la globalisation économique, enfin et surtout, entretenait l'illusion d'avancées locales mais signalait en fait une impuissance globale³. *Agir dans un monde incertain*⁴ fourbissait des armes qui auraient été efficaces dans les années 1970-1980 (le nucléaire imposé au nom de la Science et de la Raison), moins au moment précis où l'alerte environnementale gagnait en certitude (pensons au changement climatique) et que les controverses n'étaient ni scientifiques ni même « sociotechniques », mais relevaient souvent de la simple polémique.

Le but des expressions « modernité réflexive » ou « démocratie technique » était surtout incantatoire. En 1986, Ulrich Beck était d'ailleurs parfaitement explicite. Son objectif était « d'éliminer du champ de vision le passé qui règne encore, et y substituer l'avenir qui déjà aujourd'hui commence à prendre forme ». Le problème est que beaucoup de travaux s'inscrivant dans ce cadre considéraient comme imminente ou bien même déjà-là cette utopie laborantine d'une société composée de « chercheurs en plein air », tous unis, collaborant et débattant avec candeur et sérieux sur les manières de composer des collectifs harmonieux d'humains et de non-humains⁵.

² Cf. Dominique Pestre et Jean-Baptiste Fressoz, « Critique historique du satisfecit postmoderne. Risque et "société du risque" depuis deux siècles », in D. Bourg et P.-B. Joly (dir.), *Retour sur la société du risque* PUF, à paraître.

³ Sur la fabrication des fausses controverses : Naomi Oreskes et Erik M. Conway, *Les Marchands de doute. Ou comment une poignée de scientifiques ont masqué la vérité sur des enjeux de société tels que le tabagisme et le réchauffement climatique*, Le Pommier, 2012. Sur la réaction des années 1980, voir : Samuel P. Hays, *Beauty, Health, and Permanence. Environmental Politics in the United States, 1955-1985*, Cambridge University Press, 1987, p. 411-419 ; Frederick Buell, *From Apocalypse to way of life. Environmental Crisis in the American Century*, New York, Routledge, 2003, p. 2-34.

⁴ Yannick Barthe, Michel Callon et Pierre Lascoumes, *Agir dans un monde incertain*, Paris, Le Seuil, 2001.

⁵ Pierre Lascoumes reconnaît d'ailleurs avec franchise l'échec du projet performatif d'*Agir dans un monde incertain* : « Ici, on atteint un peu les limites de ce que nous avons voulu montrer : l'idée que des mobilisations sociales, des controverses abouties, pouvaient faire mûrir des dossiers, produire des diagnostics partagés, et des voies d'actions. Quand on voit le dossier OGM, j'ai l'impression que ceux qui nous ont traités de gentils idéalistes, négligeant les rapports de force économique et scientifique, n'avaient pas tout à fait tort » (« OGM : comme si nous étions au moyen-âge de l'expertise », *Médiapart*, 26 septembre 2012).

L'apocalypse joyeuse est certes « critique », mais non d'un « océan d'illusions », mais plus simplement de ces travaux qui non seulement ignorent souvent l'histoire mais, plus gênant, « éliminent le passé qui règne encore ». Le but n'était pas de faire un bilan de leurs nombreux apports, mais de lutter contre leur tendance fâcheuse à faire abstraction du passé. Contrairement à ce que dit Yannick Barthe, il n'est jamais question dans ce livre « des sociologues du risque » mais bien de la thèse de la « société du risque ». Je n'ai pas eu non plus la prétention d'avoir inventé la notion foucauldienne de « dispositif », véritable fil à couper le beurre des sciences sociales. Quant aux « acteurs », loin de les laisser dans le vague, je prends bien soin de les désigner. Entre autres, et suivant les chapitres : le Bureau du commerce des années 1770 sous l'égide de Trudaine de Montigny ; le comité national de vaccine et l'administration préfectorale des années 1800 ; les industriels chimistes du Consulat et de l'Empire (Chaptal au premier chef) et le conseil de salubrité de Paris qui bouleversent la régulation environnementale pour leur propre intérêt, etc.

Pour conclure cette réponse, je dirai que *l'Apocalypse joyeuse* part des interrogations suivantes : à quoi bon feindre l'étonnement ou la rupture radicale sur les crises environnementales et climatiques alors que les archives montrent, au delà de tout doute, la continuité historique des problèmes ? De quelle histoire de la modernité devons-nous hériter pour réfléchir de manière plus pertinente à la crise environnementale contemporaine ? Que faire au fond de cette conclusion assez dérangeante que les « modernes » ont détruit leur environnement en toute connaissance de cause ? D'où l'histoire que je propose d'une modernisation technologique qui s'est faite réflexivement, en dépit de la conscience aiguë des dangers, et le choix d'une narration centrée sur les « petites désinhibitions modernes ». D'où enfin l'étude de quelques-uns des dispositifs qui ont accompagné le passage à l'acte technologique aux XVIII^e et XIX^e siècles : l'extension de la notion de risque à la vie elle-même, l'instauration de comités d'experts gérant et imposant les innovations pour le bien de la nation et de l'économie, le basculement des étiologies médicales de l'environnemental au social, la financiarisation des atteintes à l'environnement ou bien encore la norme de sécurité (la forme typique du « compris sociotechnique » au début du XIX^e siècle). Finalement, *l'apocalypse joyeuse* montre comment, au début du XIX^e siècle, les sciences et les techniques ont ajusté les ontologies et les objets dans le but d'instaurer un « monde économique » taillé à la mesure de *l'homo œconomicus*.

Le but n'est pas de dire que rien n'a changé mais, entre choses, d'inciter les sociologues à être plus précis sur ce qui a vraiment changé ces trente dernières années dans les relations entre capitalisme, technoscience et environnement. C'est une des conditions pour que la réflexivité nous serve enfin à quelque chose.

Publié dans laviedesidees.fr, le 19 octobre 2012

© laviedesidees.fr